La nouvelle immigration chinoise au Japon

Entre mobilité et intégration

Hélène Le Bail

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/901>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2005
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Hélène Le Bail, « La nouvelle immigration chinoise au Japon », *Perspectives chinoises* [En ligne], 90 | juillet-août 2005, mis en ligne le 01 août 2008, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/901>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Tous droits réservés

La nouvelle immigration chinoise au Japon

Entre mobilité et intégration

Hélène Le Bail

- 1 En 2003, selon les statistiques du gouvernement japonais, 462 396 Chinois résidaient au Japon, représentant un quart des résidents étrangers. Bien que les Coréens constituent toujours la première communauté étrangère du pays, si l'on ne prend en compte que les personnes arrivées depuis la fin des années 1970, les Chinois sont de loin les plus nombreux. Cet article traite de ces nouveaux arrivants chinois qui se distinguent de l'image traditionnelle de l'immigré par deux caractéristiques. Il s'agit tout d'abord d'une population exceptionnellement qualifiée et qui jouit d'un niveau socio-économique élevé. 12 % feraient partie des classes sociales les plus privilégiées et la très grande majorité pourrait être comptée parmi les classes moyennes. Deuxièmement, malgré un entrepreneuriat ethnique florissant et actif, et à la différence de l'immigration chinoise en Europe, on n'observe ni la formation de niches économiques, ni une forte concentration résidentielle.
- 2 La politique du Japon en matière d'immigration explique en partie cette situation. Depuis la fin des années 1980, elle a évolué, mais reste très restrictive et ne permet que l'entrée d'un nombre faible de travailleurs qualifiés. Il existe un décalage important entre la politique d'immigration et la présence au Japon d'un grand nombre de travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés¹. Ce décalage s'explique par le recours à des méthodes biaisées d'importation de main-d'œuvre étrangère peu qualifiée, comme les stages professionnels, l'ouverture des frontières aux descendants japonais d'Amérique latine (les Nikkeijin) ou encore les visas étudiants. Face aux besoins de l'industrie en main-d'œuvre, « le gouvernement a consciemment recours à des politiques de side door ou de back door [en matière d'immigration] »². Dans ce contexte, le projet d'atteindre le nombre de 100 000 étudiants étrangers en l'an 2000 (projet lancé en 1983) a fourni un canal privilégié d'immigration aux Chinois. Les étudiants chinois acceptent des emplois non qualifiés : pour beaucoup d'entre eux, ces emplois sont temporaires, le temps de financer leurs études. Une fois diplômés des universités japonaises, ceux qui décident de rester accèdent

en général à des postes qualifiés, voire très qualifiés. Le caractère temporaire des emplois non qualifiés est peut-être un élément d'explication de la faiblesse des niches ethniques d'activités. L'accès à un emploi qualifié explique aussi la forte dispersion résidentielle. Mais surtout, le fait qu'un grand nombre de migrants chinois soit passé par la voie sélective des études explique leur mobilité sociale.

- 3 Dans une première partie, cet article décrit les processus par lesquels, dans le contexte migratoire japonais, se sont mis en place des réseaux migratoires étudiants, comment les nouveaux flux d'immigration expliquent les caractéristiques actuelles de la population chinoise au Japon, et comment le haut niveau de qualification et la faiblesse des niches ethniques ont favorisé au Japon la mobilité sociale.
- 4 Dans une deuxième partie, cet article se penche plus spécifiquement sur les figures de l'entrepreneur transnational et de l'expatrié, et étudie comment leur rapport à l'espace, à leur société d'origine – la Chine – et de résidence – le Japon – remettent en question les études en terme de retour au pays et d'intégration à la société d'accueil.

L'immigration chinoise au Japon : la prépondérance des réseaux étudiants Anciens et nouveaux migrants au Japon : deux communautés bien distinctes

- 5 La langue japonaise utilise les termes anglais de *oldcomers* (anciens immigrés) et de *newcomers* (nouveaux arrivants) pour désigner les immigrés arrivés respectivement avant 1945 et depuis la seconde moitié des années 1970. Les premiers sont essentiellement des Coréens, mais aussi un petit nombre de Chinois venus en majorité de Taiwan. Cet article ne s'intéresse qu'aux seconds, pour l'essentiel originaires de Chine continentale. Ces deux flux d'immigration chinoise vers le Japon partagent peu de traits communs.
- 6 A la différence d'autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Japon a réalisé sa reconstruction et son décollage économique après-guerre sans recours à l'immigration. Ce n'est qu'au milieu des années 1970 que le gouvernement a progressivement ouvert ses frontières aux travailleurs étrangers. La Chine, de son côté, n'a libéralisé sa politique en matière d'émigration qu'à partir de 1978. Les flux d'immigration chinoise au Japon ont ainsi connu un arrêt de plus de trente ans.
- 7 La très lente augmentation de la population chinoise au Japon entre les années 1950 et 1980 contraste avec l'accroissement constant des flux au cours des vingt-cinq dernières années (voir tableau 1). On comptait 52 896 résidents chinois en 1980, leur nombre passe à 150 339 en 1990 et à 462 396 en 2003³. Si l'on prend en compte les personnes en situation irrégulière, estimées à quelque 30 000 en 2004 par le ministère de la Justice, ainsi que les personnes ayant obtenu la nationalité japonaise, le nombre de Chinois ou de personnes d'origine chinoise s'élèverait aux alentours de 600 000⁴. Avant les années 1980, le nombre d'anciens immigrés tournait autour de 50 000 personnes ; il ne peut avoir beaucoup évolué étant donné un niveau de fécondité aussi bas que celui des Japonais. On peut ainsi estimer le nombre de Chinois (ou de personnes d'origine chinoise) arrivés depuis la fin des années 1970 et résidant au Japon à 550 000 personnes.
- 8 Le fossé entre les communautés des anciens et des nouveaux arrivants tient aussi bien à la réussite de certains qu'aux difficultés rencontrées par d'autres. Au cours d'entretiens réalisés à Tokyo en 2004-2005, les nouveaux arrivants qui ont socialement réussi, ont souvent exprimé leur respect envers les générations précédentes d'immigrants (qu'ils désignent couramment par le terme d'anciens *huaqiao*), mais en soulignant le fossé socio-culturel qui les sépare d'eux.

- 9 D'après le président de l'Association des scientifiques et ingénieurs chinois au Japon, « d'un groupe de Chinois vivant au Japon à un autre, les relations sont souvent quasi inexistantes. Pour ce qui est des nouveaux et des anciens *huaqiao*, cela tient aux différences de niveaux d'éducation. Nous, nous sommes plutôt dans le domaine des technologies de pointe, alors que les anciens *huaqiao* sont très souvent dans le commerce ou la restauration, ce sont des mondes différents⁵ ».

1. Population de nationalité chinoise officiellement enregistrée au Japon

- 10 A partir du début des années 1990, quand les flux d'étudiants chinois ont rapidement grossi, l'image des nouveaux arrivants s'est dégradée à la suite d'affaires de faux étudiants, de migrants illégaux et de criminalité, ces différents éléments faisant en outre l'objet d'un amalgame dans les médias et l'opinion publique. Les anciens immigrés ont alors cherché à se démarquer de ces nouveaux immigrés afin de conserver l'image d'une communauté modèle. Des deux côtés, des distances ont été prises et ce n'est que récemment que les communautés se sont rapprochées sur des projets communs comme la mise en place, en décembre 2004, d'un comité de réflexion sur l'enseignement de la culture et de la langue chinoises pour les enfants de deuxième ou troisième génération. Les anciens immigrés, qui voient leur communauté perdre de son dynamisme, ont pris conscience qu'ils avaient tout intérêt à travailler en commun avec les nouveaux arrivants.
- 11 Les deux communautés se sont tenues à l'écart l'une de l'autre d'autant plus facilement qu'il n'existait que rarement de liens familiaux, et que l'ancienne communauté chinoise n'a offert que peu d'opportunités d'emplois aux nouveaux venus. Les nouveaux arrivants ont rarement revitalisé d'anciens liens. A partir des années 1980, de nouveaux réseaux migratoires se sont mis en place.

Réseaux migratoires étudiants et insertion dans les classes sociales moyennes et supérieures

- 12 La communauté des nouveaux arrivants est formée en grande partie d'étudiants chinois arrivés depuis les années 1980. Le choix de venir au Japon avec un visa étudiant peut être analysé en termes de stratégie migratoire. Les personnes arrivées dans les années 1980 avaient souvent une situation stable en Chine et un emploi assez qualifié. Le choix de partir comme étudiant tenait avant tout à l'envie d'aller voir en dehors des frontières, de saisir de nouvelles opportunités de formation et d'expérience professionnelle. Les premiers étudiants arrivés ont ensuite fait venir leur conjoint, leurs frères et sœurs ou amis proches en les aidant à obtenir des visas d'étudiant. Des réseaux migratoires étudiants se sont ainsi mis en place à partir de diverses grandes villes, notamment Shanghai et Pékin, puis des villes du Nord-Est (*Dongbei*) comme Shenyang ou Dalian, et de la province du Fujian.
- 13 Selon le rapport annuel du Bureau de l'immigration du ministère de la Justice, en 1999, la population chinoise au Japon se distribue comme suit : 41 041 personnes sont originaires de Shanghai (15,1 %), 38 524 personnes de Taiwan (14,2 %), 33 750 personnes du Heilongjiang (12,4 %), 25 780 personnes du Liaoning (9,5 %), 23 554 personnes du Fujian (8,7 %), 18 548 personnes de Pékin (6,8 %), 17 522 personnes du Jilin (6,4 %). Les derniers chiffres disponibles, pour l'année 2003, montrent un accroissement de la population originaire des trois provinces du Dongbei (Heilongjiang, Liaoning, Jilin) qui représente 36 % de l'ensemble des Chinois résidents au Japon. Shanghai est passée en seconde position et Taiwan en cinquième position. Ces chiffres soulignent aussi le poids toujours plus faible des Chinois venus des régions traditionnelles de migration vers le Japon : le Fujian n'est qu'en sixième position et la région de Canton loin derrière. La nouvelle immigration au Japon est fortement dominée par les ressortissants de grandes villes, et par les régions du nord du pays.
- 14 Ces chiffres de 2003 sont également révélateurs des transformations dans les flux migratoires. Le rôle des réseaux migratoires étudiants tend à s'amenuiser dans les grandes villes où les trajectoires migratoires sont de plus en plus individuelles, mais continue d'être important dans les villes secondaires ou les régions plus reculées. C'est le cas en particulier pour les trois provinces du Dongbei, mais aussi la Mongolie intérieure.
- 15 La communauté des Chinois à Tokyo appartenant à la minorité mongole offre un exemple intéressant⁶. Cette communauté compterait aujourd'hui quelque 4 000 personnes dans l'ensemble du Japon, résidant pour la plupart à Tokyo. Les premiers étudiants appartenant à la minorité mongole sont arrivés dans la deuxième moitié des années 1990 grâce à des contacts, souvent avec des professeurs d'université spécialistes de la culture mongole. Ces derniers ont permis à un certain nombre de chercheurs de venir de Chine en leur délivrant la lettre d'invitation nécessaire pour obtenir un visa d'étudiant-chercheur. Ce visa de un ou deux ans permet de se préparer aux concours d'entrée à l'université. Les premiers arrivés ont ensuite fait venir leurs proches, leurs amis, en les aidant à obtenir une lettre d'invitation d'un professeur dans la même université, puis peu à peu dans d'autres universités. La connaissance d'une personne au Japon est importante pour l'obtention d'un visa étudiant.
- 16 Le réseau étudiant est un système d'entraide majeur, utile pour trouver un emploi et un logement. Un musicien chinois appartenant à la minorité mongole raconte : « Ici, c'est l'ancien appartement de ma sœur, qu'elle m'a laissé quand je suis arrivé. Elle n'habite pas très loin, de même que mon frère. C'est bien d'habiter près d'autres Mongols, on se voit souvent, on peut discuter, manger ensemble. Dans le bâtiment [où j'habite], il y a huit appartements, tous occupés par des Mongols ! On vit à deux ici, j'héberge un neveu qui

fait des études d'anglais dans une école de langue (il espère pouvoir partir vers une autre destination). Le plus grand de mes fils va être diplômé cette année du département de musique de l'Université de Mongolie intérieure. Il a lui aussi envie de venir au Japon, il faut que j'y réfléchisse » (*Homme, 46 ans*)⁷.

- 17 Dans certains quartiers de Tokyo, les Chinois appartenant à la minorité mongole sont particulièrement nombreux, comme à Tobu-Nerima et à Sugamo. Les étudiants mongols se succèdent souvent dans un même appartement. Quand l'un d'entre eux rentre en Chine ou a les moyens de déménager dans un meilleur logement (car dans nombre de cas il s'agit de bâtiments délabrés), il cède son bail à un autre. Les étudiants travaillent en général pour des entrepreneurs japonais, ils se donnent des conseils sur la façon de trouver un emploi ou introduisent les nouveaux arrivants auprès de leur patron. Une jeune femme de 28 ans raconte qu'elle a travaillé trois ans dans la cantine d'un hôpital ; elle y avait remplacé son mari et travaillait avec deux autres Chinois appartenant à la minorité mongole. Par la suite, elle a trouvé un emploi dans un *izakaya* (bar traditionnel japonais) où elle avait aussi été présentée par un ami mongol qui y faisait la cuisine.
- 18 Comme pour les étudiants originaires d'autres régions de Chine, le niveau de formation de ces Chinois appartenant à la minorité mongole est élevé. Beaucoup sont professeurs du secondaire ou du supérieur, une grande majorité est diplômée de l'université. Ceux qui restent après leurs études au Japon sont les plus qualifiés et certains accèdent à des postes de professeurs d'université. Le fait que le canal d'immigration privilégié par les Chinois ait été celui des études a entraîné une forte sélection à l'entrée des nouveaux arrivants. Une fois diplômés de l'université japonaise, ceux qui ont pu rester et travailler au Japon ont souvent obtenu rapidement des postes qualifiés dans les meilleures entreprises japonaises. Beaucoup d'autres ont d'abord fait des petits boulots avant de lancer leur propre entreprise ou commerce. En l'espace d'une génération, ces Chinois arrivés comme étudiants, qui ont connu un déclassement social temporaire le temps de payer leurs études, ont rapidement accédé à des emplois hautement qualifiés et à une situation sociale stable.

Diversification et stratification socio-économiques des nouveaux immigrés chinois

- 19 Bien sûr, tous les étudiants et anciens étudiants chinois au Japon n'affichent pas la même réussite. Les critères de sélection pour l'obtention d'un visa étudiant ont été contournés par un certain nombre de candidats à l'émigration, venus avant tout pour gagner rapidement de l'argent. D'autres étudiants, une fois sur place, se sont rendu compte qu'ils n'avaient pas un niveau suffisant pour suivre des études en langue japonaise et passer les examens d'entrée des universités ou des écoles professionnelles. Beaucoup ont fini par se retrouver dans une situation irrégulière, d'autres ont trouvé des solutions alternatives pour rester : le mariage avec un Japonais, un emploi dans une entreprise chinoise, etc. Bien souvent, la réussite au Japon dépend du niveau de formation acquis avant d'avoir quitté la Chine. Au sein de la population chinoise installée aujourd'hui au Japon, on observe une diversification des statuts socio-économiques : certains ont bénéficié d'une rapide ascension sociale, d'autres ont plutôt connu un déclassement par rapport à leur statut en Chine.

2. Répartition de la population étrangère au Japon par statut de résidence en 2002

(en nombre de personnes)

	Population totale	Chinois	Coréens	Brésiliens	Philippins	Thaïlandais	Américains
	1 851 758	424 282	625 422	268 332	169 359	33 736	47 970
Epoux et enfants de Japonais	271 719	53 126	21 868	90 732	45 510	12 838	9 021
Etudiants	110 415	73 795	17 011	378	598	1 760	1 263
Etudiants (école de langue)	47 198	35 450	7 236	55	420	445	302
Etudiants qui ont pu changer leur visa pour un visa de travail	-	1 933	581	6	26	42	33
Stagiaires	39 067	26 945	185	143	2 329	1 421	18
Ingénieurs	20 717	11 433	2 682	39	759	-	644
Ressources humaines et affaires internationales	13 332	3 509	71	460	-	-	6 987
Spectacle	58 359	2 762	777	241	46 547	216	374
Résidents	243 451	35 020	9 091	139 826	18 246	2 011	1 583
Résidents permanents	223 875	70 599	37 121	31 203	32 796	3 913	7 348
Personnes en situation irrégulière, estimations au 1 ^{er} janvier 2004		33 522	46 425	4 728	31 428	14 334	-

Source : d'après les statistiques du ministère de la Justice, « shutsunyu koku kanri », 2004.
 (sauf pour les résidents en situation irrégulière, estimations au 1^{er} janvier 2005 : « honpou ni okeru hupo

- 20 La stratification de la population chinoise au Japon découle de la diversité des parcours accomplis au Japon, mais aussi de la diversification des modalités d'entrée. Les statistiques du Bureau de l'immigration permettent d'observer la variété des trajectoires migratoires. En 2002, les entrées avec un visa d'épouse/époux et enfants de Japonais s'élevaient à 4 572 et le nombre de résidents ayant ce statut s'élevait à 53 126 (voir tableau 2). Parmi les détenteurs de ce type de visa, on compte encore un certain nombre de descendants des femmes et enfants japonais restés en Chine après la défaite japonaise de 1945. Mais leur nombre diminue au fur et à mesure qu'ils obtiennent des visas de résidence permanents ou la nationalité japonaise, et ce type de visa correspond aujourd'hui à des mariages entre femmes chinoises et hommes japonais. Le cas des épouses philippines de citoyens japonais fait l'objet d'une importante médiatisation, et il est vrai que, proportionnellement à la population philippine au Japon, leur nombre est important. Cependant en nombre absolu, les épouses chinoises de Japonais sont plus nombreuses. Ainsi en 2003, on dénombrait 10 242 mariages entre des femmes chinoises et des hommes japonais contre 7 794 pour les Philippines (voir tableau 3).

3. Mariages mixtes par nationalités en 2003

	Total	Chinois	Coréens	Brésiliens	Philippins	Thaïlandais	Américains
Nombre total de mariages mixtes	36 039	11 132	7 563	560	7 911	1 507	1 685
Homme japonais/femme étrangère	27 881	10 242	5 318	295	7 794	1 445	156
Femme japonaise/homme étranger	8 158	890	2 235	265	117	62	1 529

Source : ministère de la Santé et du Travail, « Jinkou doutai toukei », 2003. <http://www.shlw.go.jp/toukei/>

- 21 Il n'existe pas de statistiques relatives à l'origine des femmes chinoises mariées à des Japonais, mais il semblerait que deux tendances se dessinent qui s'expliquent toutes deux par de nouveaux flux migratoires en provenance du nord-est de la Chine. Premièrement, alors que jusqu'ici ces mariages étaient surtout le fruit de rencontres au Japon entre des

étudiantes chinoises et des Japonais, il semblerait que la part de mariages organisés sur le continent chinois augmente de façon importante. Deuxièmement, alors que les femmes du Fujian auraient longtemps été les plus nombreuses à faire des mariages arrangés, les femmes du Dongbei seraient aujourd'hui davantage représentées. Ces mariages inter-ethniques existent depuis le début de la nouvelle immigration chinoise au Japon, mais ce n'est que depuis quelques années que l'on peut parler d'une réelle stratégie migratoire. Des agences matrimoniales, plus ou moins officielles, ont fleuri aussi bien dans les grandes villes japonaises que sur le continent chinois ; il suffit pour s'en faire une idée de parcourir les très nombreux sites Internet de ces agences ou les petites annonces dans la presse chinoise au Japon. Ces agences seraient particulièrement nombreuses dans le Dongbei⁸. Si on ne peut pas parler de réseau dans ce cas de figure, il est aisé de supposer que la présence de personnes connues au Japon favorise la démarche de ces femmes. Ce sont d'ailleurs le plus souvent des Chinois établis au Japon qui montent des agences matrimoniales, en coopération avec d'anciennes connaissances restées dans leur ville d'origine. Dans un très grand nombre de cas, les candidats japonais aux mariages arrangés sont soit des hommes âgés, soit des agriculteurs, soit encore des employés peu aisés. Les femmes chinoises se retrouvent isolées chez elles, ou obligées de prendre un emploi très peu qualifié. Beaucoup de ces femmes subissent un déclassement social par rapport à leur situation en Chine.

- 22 Une autre modalité d'entrée qui s'est développée au cours des dernières années est celle du visa de travail pour les industries du spectacle. Le nombre de résidents entrés avec ce type de visa est passé de 931 en 1998 à 2 762 en 2002. Malgré la hausse observée, les Chinois restent proportionnellement peu nombreux à résider au Japon avec ce statut (voir tableaux 2 et 4). Depuis longtemps, les Philippins sont les plus représentés. Ce type de visa concerne essentiellement des femmes employées comme hôtesses de bar, voire comme prostituées. Toutes les employées de ce secteur ne sont pas forcément en possession d'un visa de spectacle et il est difficile de mesurer l'ampleur des évolutions, cependant la prostitution féminine chinoise est assurément de plus en plus visible à Tokyo. Plus encore que la multiplication des mariages arrangés, la hausse des visas de spectacle dénote une baisse du statut social des nouveaux entrants chinois, un déclassement social pour certains, en tout cas une précarisation.

4. Nombre de résidents étrangers possédant un visa « industrie du spectacle »

	1998	1999	2000	2001	2002
Chinois	931	1 177	1 912	2 065	2 762
Philippins	24 278	27 020	43 790	44 784	46 541
Roumains	610	782	1 683	2 188	2 291

Source : données du Bureau de l'immigration, ministère « shutsunyuu koku kanri », 2004.

- 23 La diversification des trajectoires migratoires des Chinois au Japon va de pair avec une stratification socio-culturelle de la communauté des nouveaux arrivants. La communauté chinoise des nouveaux arrivants reste toujours dominée par la figure de l'étudiant. Le visa étudiant est toujours la première modalité d'entrée pour les séjours de longue et

moyenne durée. Le nombre de Chinois résidant avec un visa d'étudiant de troisième cycle ou d'étudiant en école professionnelle (ou école de langue) augmente même régulièrement : respectivement 32 370 et 20 050 en 1998, leur nombre s'élève à 73 795 et 35 450 en 2002. Les étudiants représentent plus d'un quart des résidents chinois, proportion bien plus élevée que pour d'autres communautés étrangères ; moins de 4 % des résidents coréens, 0,16 % des résidents brésiliens ou encore 0,6 % des Philippins. Le visa étudiant reste donc un moyen d'entrée au Japon privilégié par les Chinois candidats à l'émigration.

- 24 Le second type de statut le plus courant parmi les Chinois est celui de résident ou résident permanent. Il s'agit de personnes arrivées au Japon depuis au moins trois ans. D'après des enquêtes menées au milieu des années 1990 auprès des Chinois employés au Japon, Wang Jin estimait que 75 % d'entre eux auraient été d'anciens étudiants⁹. D'après les statistiques du Bureau de l'immigration sur la délivrance de permis de travail à des étudiants étrangers fraîchement diplômés, on observe que les Chinois sont fortement représentés (voir tableau 2). Ils étaient 1 933 en 2002 ; cela fait une dizaine d'années qu'ils sont plus de 1 500 par an à obtenir un visa de travail à la fin de leurs études. Selon Wang Jin, 92 % des Chinois employés au Japon en 1996 étaient diplômés d'université : il apparaît donc clairement qu'une large part de la population chinoise au Japon est hautement qualifiée malgré une tendance à la diversification des statuts socio-économiques.
- 25 Bien sûr, la population des nouveaux arrivants chinois au Japon regroupe des personnes dans des situations très diverses. Cependant au sein de cet ensemble, un type de résident émerge, dont le mode de vie, le rapport à l'espace, à son identité, aux sociétés d'installation et d'origine tranchent avec l'image du travailleur immigré ou de l'homme en diaspora. Ce résident serait plus proche du Hongkongais tel qu'il a été décrit par exemple par Aihwa Ong¹⁰.

L'entrepreneur transnational et l'expatrié chinois : un rapport nouveau à l'espace

- 26 Il n'est pas rare aujourd'hui d'entendre parler de Chinois résidant à l'étranger qui font le choix de rentrer au pays, parce que la Chine offre à certains plus d'opportunités professionnelles et de mobilité sociale que le pays d'immigration. Cette inflexion des choix migratoires basés sur des stratégies d'accumulation, confirme le fait que l'on ne peut plus étudier les migrations en termes de flux de personnes partant de pays dits périphériques vers les pays développés. Aujourd'hui les flux s'entrecroisent et deviennent plus complexes. Au Japon, les retours définitifs de Chinois au pays font l'objet d'une forte médiatisation dans la presse chinoise, mais ils ne semblent pas encore très nombreux. Le numéro de décembre 2003 du *China Scholars Abroad (Shenzhou xueren)*¹¹, revue liée au ministère de l'Éducation chinois, propose un dossier spécial sur le retour des étudiants sous le titre : « De la fièvre des départs pour l'étranger à la fièvre des retours au pays : les cerveaux reviennent ». Cependant dans le même numéro, un article souligne la faible importance des flux de retour venant du Japon : « Dans la marée des retours, pourquoi si peu de personnes rentrent du Japon ? ». Les résidents chinois font preuve d'une grande incertitude quant à la durée de leur séjour au Japon¹², comme s'ils laissaient toujours une porte ouverte sur le marché chinois. Le flou qui entoure leurs projets d'avenir n'empêche cependant pas le processus d'adaptation à la société d'accueil de se poursuivre. À travers les figures de l'entrepreneur transnational et de l'expatrié, très présentes dans la communauté chinoise au Japon, nous souhaitons décrire comment les rapports à la société d'origine et à la société d'accueil changent et ce que cela implique en termes d'intégration et de conception de la citoyenneté.

Entrepreneurs transnationaux et espace de vie régional

- 27 Le terme d'entrepreneur transnational a fait l'objet de nombreuses études depuis les années 1990¹³. Le transnationalisme renvoie au processus par lequel les migrants, dans leurs activités quotidiennes, forgent et entretiennent des relations sociales, économiques, politiques qui lient leurs sociétés d'origine et d'installation et permettent la création de champs sociaux transnationaux qui dépassent les frontières. Nous entendons donc par entrepreneurs transnationaux chinois, les personnes à la tête d'entreprises qui lient les sociétés chinoise et japonaise et qui créent, grâce à leurs activités professionnelles, un champ social transnational, qui est dans ce cas particulier un champ social régional étant donné la proximité des deux pays.
- 28 Les entrepreneurs transnationaux mettent en valeur les capacités complémentaires de leur pays de résidence et de leur pays d'origine, parfois d'un pays tiers. L'article de Wang Jin, dans ce même numéro, illustre le cas des entrepreneurs chinois au Japon dans le secteur des technologies de l'information. C'est probablement dans cette activité que les entrepreneurs transnationaux chinois sont les plus nombreux au Japon. La société d'informatique EPS est un exemple emblématique du parcours de ces étudiants chinois arrivés dans les années 1980, diplômés de l'université japonaise, qui ont réussi sur le marché japonais et qui étendent ensuite leurs activités en Chine. EPS a été créée en 1991 à Tokyo par un nouvel arrivant chinois. Elle compte aujourd'hui plus de 1 000 employés, est entrée en Bourse en 1998, et a ouvert des succursales à Pékin et Shanghai¹⁴. Les entrepreneurs transnationaux chinois sont certes nombreux dans le secteur de l'informatique, mais on les retrouve aussi dans un large éventail d'activités. Nous empruntons à Tajima Junko l'exemple de M., la créatrice de la première chaîne de télévision chinoise au Japon¹⁵. Arrivée en 1988, elle entre dans une école de langue avant d'intégrer un cursus universitaire court de comptabilité. Une fois diplômée, en 1992, elle crée un journal en chinois qui est le second de ce type au Japon. Les activités autour du journal se multiplient : agence de voyages, immobilier, services administratifs, etc. En 1997, elle lance la première chaîne de télévision en chinois au Japon qui compte aujourd'hui plus de 20 000 abonnés. A la même époque, elle crée à Shanghai une société orientée vers les besoins des émigrés au Japon : informations sur Internet ou organisation de manifestations pour lier les familles restées en Chine avec leurs parents au Japon.
- 29 Ce type d'extension de l'espace de l'activité professionnelle depuis le Japon vers la Chine ne se limite pas à quelques personnes qui, comme dans les deux exemples précédents, ont particulièrement bien réussi. Nombreux sont les Chinois qui créent des petites sociétés de services de traduction, des agences de médiation pour le recrutement de main-d'œuvre qualifiée en Chine, ou encore des agences matrimoniales. Ces entrepreneurs transnationaux de plus petite envergure développent leurs activités grâce à la mise en valeur des ressources économiques chinoises et se déplacent fréquemment entre les deux pays.
- 30 Pour ces entrepreneurs transnationaux, l'espace de vie quotidien est non plus national, mais régional. Beaucoup de nouveaux arrivants ont, lors des entretiens, exprimé leur impression de vivre dans un espace continu entre la Chine et le Japon, continuité à peine perturbée par les formalités de passage aux frontières. Un chercheur chinois raconte ainsi que pour ses recherches, il se rend très souvent en Chine et, qu'au fond, le Japon est une « extension de la Chine », une sorte de nouvelle province chinoise¹⁶. Comme le décrit M., sans être « rentrée au pays », sa vie se déroule des deux côtés de la mer. Elle se rend tous les mois à Shanghai. Si elle pense parfois à s'y réinstaller, vivre dans l'une ou l'autre

ville ne lui semble en réalité pas très différent. Tokyo est de moins en moins une ville étrangère. On y trouve tous les produits chinois désirés, on y entend parler chinois partout, et Shanghai n'est qu'à deux heures et demie de vol. En quelque sorte, le « retour au pays » est déjà partiellement fait, ou peut en tout cas se faire à tout moment sans impliquer de grands bouleversements.

L'« expatrié » : un rapport fluide à la société de résidence et un retour partiel au pays

- 31 Même si la majorité des Chinois résidant au Japon font le voyage Chine-Japon plusieurs fois par an pour rendre visite à leur famille, ils ne sont pas pour autant engagés dans des activités à caractère transnational. De par leur emploi, ou leur vie de famille, ils ne jouissent pas de la même mobilité que les entrepreneurs transnationaux ; cependant, leur mode de vie, leur attitude vis-à-vis de la société d'accueil, les représentations qu'ils ont d'eux-mêmes, les éloignent de l'image traditionnelle du travailleur immigré. Je désigne ce second groupe sous le terme d'« expatrié »¹⁷.

5. Nombre de naturalisations

	Total	Coréens	Nord- et Sud-Chinois	Autres
1996	14 495	9 898	3 976	621
1997	15 061	9 678	4 729	654
1998	14 779	9 561	4 637	581
1999	16 120	10 059	5 335	726
2000	15 812	9 842	5 245	725
2001	15 291	10 295	4 377	619
2002	14 339	9 188	4 442	709
2003	17 633	11 778	4 722	1 133

Source : ministère de la Justice : <http://www.moj.go.jp>

- 32 Le terme « expatrié » désigne une personne qui travaille ou vit dans un pays étranger, mais ce mot véhicule aussi un certain nombre de connotations. L'expatrié renvoie l'image d'un résident étranger dans une situation relativement privilégiée ; il véhicule aussi le sentiment que le rapport à la société d'accueil ne se pose pas comme pour les immigrés en termes d'intégration ou d'exclusion : l'expatrié a le capital humain suffisant pour pouvoir repartir à tout moment. En ce sens, l'image de l'expatrié diffère de celle du classique immigré venu d'un pays plus pauvre et venu pour s'installer dans le long terme.
- 33 De manière un peu caricaturale, l'expatrié renvoie à l'homme ou la femme occidentale par opposition aux immigrés des pays moins développés. Au Japon, la séparation faite entre les résidents occidentaux et les Asiatiques est très nette. Les étrangers occidentaux sont unanimement considérés comme des expatriés alors que les Asiatiques font figure de travailleurs temporaires. Cependant, les Chinois au Japon se rapprochent de plus en plus de la figure de l'expatrié, dans leur style de vie, dans l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, dans leur rapport au pays de résidence.

- 34 Selon diverses enquêtes menées auprès des résidents étrangers, les comportements des Chinois en matière de loisirs, de participation associative et civique, etc., sont plus proches de ceux des Européens et des Américains que des autres ressortissants asiatiques¹⁸. Très clairement, cette similarité des comportements correspond à une similarité des statuts socio-économiques et des niveaux d'étude des Chinois et des Occidentaux au Japon. La seule grande différence de comportements est celle qui concerne la naturalisation, les Chinois étant plus nombreux à faire cette démarche que les Européens ou les Américains étant donné les avantages qu'ils peuvent tirer d'un passeport japonais en terme de mobilité.
- 35 A la différence des entrepreneurs transnationaux, l'espace de vie professionnel et quotidien des expatriés est la société japonaise. Cependant, comme les premiers, ils aspirent à un retour partiel au pays et le concrétisent souvent. En effet, il n'est pas rare que des couples chinois qui travaillent au Japon ou que des épouses/époux de Japonais aient le projet de rentrer partiellement en Chine. Les épouses/époux de Japonais(es), en particulier, ont souvent en projet, à la retraite de leur conjoint, de vivre de façon alternée en Chine et au Japon : « six mois ici et six mois là-bas ». Dans ce but, beaucoup ont fait l'acquisition d'un logement en Chine, dans leur ville d'origine pour ceux qui viennent des grandes villes ou dans une région plus développée pour ceux qui viennent de petites villes. Ce type de retour partiel, ou de circulation migratoire telle qu'elle a été théorisée par une équipe de chercheurs français à la fin des années 1990¹⁹, diffère nettement du projet de retour au pays plus ou moins mythifié propre à l'homme en diaspora²⁰.
- 36 Ces pratiques sous forme de retour partiel en Chine, laissent entendre qu'il se produit aussi un enracinement partiel au Japon. La permanence des liens avec le pays d'origine ne s'oppose pas à l'intégration dans le pays de résidence.
Repenser l'intégration et la citoyenneté
- 37 Nous pouvons rapprocher le mode de vie et le rapport à l'espace des nouveaux arrivants chinois de celui des autres expatriés résidant au Japon. Il n'était pas rare qu'au cours des entretiens réalisés, les Chinois se comparent eux-mêmes aux Occidentaux, mais aussi aux Hongkongais dans leur extrême mobilité à des fins professionnelles. Assisterions-nous à une « hongkonguisation » des comportements des Chinois du continent ? Cette question nous amène aux travaux d'Aihwa Ong et à son concept de « citoyenneté flexible »²¹. La citoyenneté flexible renvoie aux stratégies et aux effets de la mobilité des hommes d'affaires, technocrates et travailleurs hautement qualifiés qui cherchent à tirer profit de différents Etats-nations en sélectionnant des lieux distincts pour leurs investissements, leur travail et l'installation de leur famille. Aihwa Ong élabore sa théorie à l'épreuve du cas des Hongkongais, mais, dans une certaine mesure, on retrouve le même phénomène parmi les Chinois du continent au Japon.
- 38 La question de la naturalisation est peut-être l'élément le plus parlant. Comme nous l'avons évoqué ci-dessus, d'après les enquêtes menées dans les préfectures de Kanagawa et de Tokyo, les Chinois ont une plus forte propension à demander la nationalité japonaise que les Européens ou les Américains. Les statistiques du ministère de la Justice montrent qu'en nombre de naturalisation par an, les Chinois viennent en deuxième position après les Coréens (voir tableau 5). Les Coréens qui demandent la nationalité japonaise sont essentiellement des personnes issues de l'ancienne immigration, alors que pour les Chinois, il s'agit en majorité de nouveaux arrivants.

- 39 D'après les entretiens réalisés à Tokyo, dans la majorité des cas, la naturalisation correspond clairement à une démarche pragmatique plus qu'identitaire. Si la fermeture de la société japonaise et les différends historiques retiennent encore beaucoup de Chinois de faire la demande de naturalisation, nombreux sont ceux qui le font dans le seul but de jouir d'une plus grande mobilité internationale. Pour reprendre les termes du professeur U. (Japonais marié à une Chinoise, 57 ans), si pour les anciens immigrés, la nationalité était « une histoire de peau », pour les nouveaux arrivants, « il ne s'agit plus que d'une chemise ». Nationalité et identité sont deux choses de plus en plus distinctes comme l'exprime W. : « Nous n'accordons pas beaucoup d'importance à la nationalité et nous pensons d'ailleurs en changer car la nationalité chinoise n'est pas pratique. Peut-être prendrons-nous la nationalité japonaise ou de préférence canadienne ou américaine. Ceci ne veut pas du tout dire que notre identité culturelle ne soit pas importante, on reste chinois de toute façon. La nationalité (guoji) et l'attachement au pays (aiguo) sont deux choses distinctes (Femme, 35 ans) »²².
- 40 Ceux pour lesquels la nationalité japonaise pose problème envisagent parfois d'aller vivre un temps en Amérique du Nord afin d'obtenir une autre nationalité, puis de revenir travailler au Japon. Nationalité et lieu de travail peuvent être découplés. La question de l'éducation des enfants est également emblématique de la façon dont ces Chinois tirent profit de divers pays. Il est courant que les Chinois envoient leurs enfants étudier dans les pays anglo-saxons au niveau de l'université, mais pour l'école primaire et secondaire, c'est la Chine qui est parfois préférée au système scolaire japonais.
- 41 Dans un essai récent, Aihwa Ong parle de « population de passage » (*flow through population*) pour parler des expatriés à Singapour (expatriés parmi lesquels les Chinois sont de plus en plus nombreux), qui ont la liberté de venir et repartir tout en jouissant des avantages du citoyen²³. Le terme de « population de passage » évoque l'inquiétude de la société d'accueil en matière d'intégration et d'engagement citoyen. Les travaux des années 1990 sur les pratiques transnationales des migrants ont souvent donné l'image d'un migrant qui n'avait plus besoin d'un ancrage dans la société de résidence²⁴. Ce manque d'ancrage a soulevé des débats et des inquiétudes sur le possible engagement citoyen de ces migrants transnationaux et donc sur l'avenir d'un modèle national basé sur la citoyenneté.
- 42 Depuis quelques années, des travaux tentent de montrer que pratiques transnationales et engagement dans la société de résidence ne s'opposent pas forcément. Alexandro Portes et Luis Eduardo Guarnizo analysent par exemple comment les pratiques transnationales peuvent favoriser la mobilité sociale et permettre par là aux immigrants de renforcer leur position dans la société d'accueil en contournant certaines barrières à l'adaptation²⁵. Plus récemment encore, Christian Joppke et Ewa Morowska démontrent que le développement des pratiques transnationales ne remet pas forcément en question l'importance de l'État-nation et de l'ancrage de l'immigré dans cette entité qu'est l'État-nation²⁶. Selon ces auteurs, l'observation des évolutions dans divers pays d'immigration prouvent que « l'adaptation et le recours aux ressources de la société hôte d'un côté, le maintien de liens "transnationaux" avec la société d'origine de l'autre » vont de pair. Selon eux, l'assimilation – terme préféré par les auteurs à celui d'intégration – et le transnationalisme sont des processus simultanés. La question qui se pose au fond est celle des pratiques citoyennes de personnes qui vivent dans un espace transnational ou supranational.

- 43 Le cas des entrepreneurs transnationaux et des expatriés chinois au Japon illustre les processus parallèles d'élargissement de l'espace de vie – régional, transnational, cosmopolite – et d'adaptation à la société d'accueil. Tajima Junko qui travaille depuis des années sur la nouvelle immigration chinoise au Japon et sur le caractère transnational de cette migration, souligne que par opposition aux anciens huaqiao (elle entend huaqiao dans son sens juridique, à savoir les Chinois ayant un permis de résidence permanent) qui se sont construit une communauté fermée, les nouveaux huaqiao expriment souvent le sentiment de faire partie de la société japonaise²⁷.
- 44 Nous avons montré dans quelle mesure les pratiques professionnelles et identitaires d'un certain nombre de Chinois au Japon tendent à dépasser les frontières nationales et s'inscrivent dans un processus de circulation migratoire, où l'ici et le là-bas ne sont plus en opposition et où l'intégration n'est plus vécue comme une nécessité, comme un choix à faire par ceux qui ne souhaitent pas rentrer au pays. Cependant, si le concept de circulation migratoire a permis à un moment où cela était nécessaire d'envisager les phénomènes migratoires sous un angle nouveau, libéré du tandem intégration/retour au pays, il n'en reste pas moins qu'avec le temps le processus d'intégration se poursuit inévitablement. Nous entendons intégration aussi bien dans le sens où le migrant s'adapte à la société de résidence, que dans le sens où la société d'accueil s'adapte et se transforme en prenant en compte ces nouveaux membres²⁸.
- 45 Il est difficile de mesurer le niveau d'intégration puisqu'il s'agit d'un processus dynamique, jamais terminé. Cependant un ensemble de critères sont couramment proposés comme indicateurs de l'intégration des migrants dans la société d'installation : les mariages mixtes, la réussite scolaire des enfants ou encore la participation à la vie politique. Si l'on applique ces critères, les nouveaux arrivants chinois au Japon feraient preuve d'un plus haut niveau d'intégration à la société d'accueil japonaise que nombre d'autres étrangers. Pour ce qui est des mariages inter-ethniques, nous avons vu que les épouses/époux chinois sont particulièrement nombreux. Les chiffres des naissances au sein de ces mariages mixtes sont également parlants, pour la seule année 2003, 3 133 enfants sont nés d'une mère chinoise et d'un père japonais et 833 enfants sont nés d'un père chinois et d'une mère japonaise²⁹. Pour l'éducation, la plupart des enfants de nationalité chinoise, à la différence des enfants européens ou américains, suivent un cursus scolaire japonais. Par comparaison avec les enfants originaires d'Amérique latine, ou Nikkeijin, il semblerait que les enfants chinois rencontrent dans l'ensemble beaucoup moins de difficultés scolaires. Le fait qu'un grand nombre d'entre eux suivent les cours du secondaire dans des écoles privées tend à prouver leur réussite scolaire étant donné qu'au Japon les écoles privées sont très sélectives.
- 46 Pour ce qui est du comportement politique, là aussi, par comparaison à d'autres communautés étrangères, les nouveaux arrivants chinois font preuve d'une importante participation à la vie civique. La forte implication des Chinois dans la vie citoyenne locale contredit l'un des stéréotypes les plus ancrés sur les communautés chinoises à l'étranger, souvent considérées comme repliées sur elles-mêmes et indifférentes à la vie politique de la société d'accueil. Prenons pour exemple le cas du Conseil municipal des étrangers de Kawasaki (*Kawasaki-shi gaikokujin daihyô kaigi*) dont nous avons rencontré les représentants et anciens représentants chinois, ainsi que le personnel d'encadrement japonais et des responsables d'associations affiliées à ce conseil. Créé en 1996, ce Conseil des étrangers a été le premier de ce type au Japon et reste encore aujourd'hui le plus actif du pays. La sélection des membres du Conseil se fait à partir de lettres de motivation par

un comité de sélection formé de responsables associatifs et de chercheurs. Or, depuis sa création, le nombre de candidatures des résidents chinois a toujours été particulièrement élevé comparé à celui d'autres communautés étrangères (voir tableau 6). Lors de la première session du Conseil en 1996, 102 Chinois avaient déposé une lettre de motivation pour une population de 3 388 personnes, contre 72 Coréens, alors que leur communauté était deux fois plus nombreuse, et contre 8 Brésiliens pour une population de 1 784 personnes. Mis à part la session de 1998, les candidatures chinoises ont toujours été les plus nombreuses, ce qui semble traduire un désir d'investissement dans la vie locale.

6. Population étrangère de Kawasaki et candidatures au conseil municipal des étrangers de Kawasaki.

Nationalités	Population					Nombre de candidatures				
	1ère assemblée 1996	2e assemblée 1998	3e assemblée 2000	4e assemblée 2002	5e assemblée 2004	1ère assemblée 1996	2e assemblée 1998	3e assemblée 2000	4e assemblée 2002	5e assemblée 2004
Coréens	9 077	-	9 045	9 445	9 265	72	29	57	32	8
Chinois	3 388	-	4 024	5 346	6 553	102	24	77	53	12
Brésiliens	1 784	-	2 074	1 371	1 432	8	6	14	5	1
Philippins	1 523	-	1 308	2 600	3 183	18	6	7	11	4
Américains	560	-	601	655	695	8	0	8	2	4
Péruviens	532	-	423	-	-	1	2	1	-	-
Thaïlandais	379	-	386	-	-	5	3	5	-	-
Indiens	-	-	213	-	-	-	-	1	-	-
Iraniens	215	-	-	-	-	5	1	-	-	-
Indonésiens	-	-	205	-	-	-	0	3	-	-
Anglais	197	-	205	-	-	2	1	1	-	-
Canadiens	150	-	-	-	-	3	-	-	-	-
Autres Asiatiques	629	-	1062	2 433	2 697	22	9	21	25	8
Africains	101	-	131	197	212	2	3	6	7	2
Européens de l'Est / Russes	64	-	104	167	243	3	2	1	4	2
Sud-Américains	211	-	208	727	854	2	2	2	1	1
Européens de l'Ouest / Autres	353	-	699	1 085	1 279	5	5	7	7	1
Apatrides	27	-	-	-	-	0	0	-	-	-
TOTAL	19 491	-	20 681	24 021	26 411	258	93	211	147	43

Source : tableau réalisé à partir de données non publiées mises à disposition par la mairie de Kawasaki.
NB : Les très grandes différences de chiffres d'une session sur l'autre s'expliquent par le type de campagne. En 1996, la ville avait déployé un important dispositif d'information en envoyant une lettre d'information seuls quelques sièges avaient été ouverts à de nouveaux candidats car la plupart des représentants avaient

- 47 L'intégration est un processus double : les migrants s'adaptent et s'intègrent dans la société d'accueil, mais cette société doit également les accepter et se transformer. Même si les Chinois semblent moins souffrir d'ostracisme que les Coréens il y a une dizaine d'années encore, ou que les Nikkeijin brésiliens aujourd'hui, la tendance récente dans la presse et l'opinion publique à rejeter sur la communauté chinoise la responsabilité de la hausse de la criminalité pose question sur leur acceptation.
- 48 L'identité ethno-nationale japonaise repose encore aujourd'hui sur une conception homogène de la nation. Cette conception, très largement partagée par la population, suppose que le peuple japonais est lié par le sang et par une culture unique : race et culture sont intimement liées. Une telle conception a entraîné jusqu'à récemment le rejet, voire la négation des minorités vivant au Japon (Burakumin, Aïnous, Okinawais, Coréens) et explique les difficultés rencontrées aujourd'hui pour faire évoluer les représentations de la citoyenneté et la définition même de la japonitude.
- 49 Dans quelle mesure la présence d'une population étrangère chinoise de plus en plus nombreuse, et qui par ses pratiques professionnelles transnationales ou par son statut

d'expatrié garde des liens fort avec l'extérieur tout en s'intégrant dans la société d'accueil, peut-elle remettre en question la conception japonaise de la nation et de la citoyenneté ? Les expériences d'autres communautés étrangères sont contrastées. Pour les chercheurs japonais Miyajima Takashi et Kajita Takamichi, la présence d'un nombre croissant de résidents étrangers a déjà amené le pays à reconsidérer sa conception de la citoyenneté³⁰. La communauté coréenne, dont la quatrième génération est de plus en plus nombreuse et clairement localisée au Japon, y contribue pour beaucoup. Aujourd'hui on peut être sociologiquement japonais sans l'être ethniquement, c'est le cas des anciens immigrés³¹. Comme en Allemagne, le contenu de cette citoyenneté/nationalité devrait continuer d'évoluer d'une conception ethnique vers une conception civique. Les travaux de Tsuda Takeyuki sur les Nikkeijin brésiliens, ethniquement japonais, mais culturellement étrangers, sont plus pessimistes sur la capacité du Japon à changer. Selon cet auteur, les Japonais confrontés aux Nikkeijin ont repris conscience de leur distinction culturelle, ce qui aurait entraîné une réaffirmation de l'identité ethno-nationale et un renforcement du caractère hégémonique de l'Etat-nation japonais³². La présence des Nikkeijin, plutôt que d'ouvrir les conceptions japonaises de l'identité, a poussé à un retranchement vers une définition culturaliste de la nipponitude qui tend donc à exclure les Nikkeijin. Les nouveaux immigrés chinois au Japon ne sont ni ethniquement, ni sociologiquement japonais ; même s'il s'opère inmanquablement une forme de resocialisation, les références chinoises restent fortes. Parce qu'ils sont nombreux, en voie d'intégration et qu'ils gardent une forte identité culturelle chinoise, ils vont, eux aussi, contribuer à remettre en question la conception japonaise de la nation et de la citoyenneté.

NOTES

1. A ce sujet, voir par exemple Miyajima Takashi, « Le Japon devient-il un pays d'immigration ? », compte rendu non publié d'une conférence à la Maison franco-japonaise, 21 juin 2003 ; Kajita Takamichi, *Kokusaika to aidentiti* (Internationalisation et Identité), Tokyo, Mineruba, 2001 ; ou encore Yamanaka Keiko, « Theory versus Reality in Japanese Immigration Policy », in Cornelius Wayne A., Martin Philip L., Hollifield John F. (éds.), *Controlling Immigration. A Global Perspective*, Stanford, Stanford University Press, 1994, pp. 411-414.
2. Kajita Takamichi, *op. cit.* p. 205.
3. Statistiques du ministère de la Justice : <http://www.moj.go.jp/TOUKEI>
4. *Zhongwen daobao*, n° 549, 1^{er} janvier 2005. Pour comparaison, en 2000, le nombre de résidents chinois pour l'ensemble de l'Union européenne s'élevait à 200 000 personnes, et l'European Federation of Chinese Organization estimait l'ensemble de la population ethniquement chinoise à un peu moins d'un million (en prenant en compte les personnes naturalisées et leurs descendants). Cf. « Understanding Migration between China and Europe », *International Migration*, numéro spécial, vol. 41, n° 3, 2003, p 7.
5. Entretien réalisé à Tokyo, 1^{er} mars 2005.

6. Les informations sur la minorité mongole de Tokyo sont basées sur une dizaine d'entretiens réalisés à Tokyo auprès de Chinois de minorité mongole et sur la participation aux activités d'associations mongoles.
7. Entretien réalisé à Tokyo, 9 mars 2005.
8. Entretien avec le professeur Tajima Junko, 18 novembre 2004, à la suite d'un voyage d'étude qu'elle a réalisé à Changchun et dans un petit bourg près de Harbin.
9. Wang Jin, « Zainichi Chuugokujin shuushokusha no jittai to ishiki » (Employés chinois au Japon : réalités et identité), mémoire de master, Centre d'études japonaises de l'université des langues de Pékin, 1996.
10. Aihwa Ong, *Flexible Citizenship : The Cultural Logics of Transnationality*, Duhran et Londres, Duke University Press, 1999.
11. Voir le site internet : <http://211.151.90.1/newchisa/web/8/2003-12-20>.
12. L'incertitude quant au projet de retour en Chine a souvent été énoncée au cours des entretiens réalisés. Elle est aussi soulignée dans une enquête réalisée dans la préfecture de Kanagawa qui jouxte celle de Tokyo : « Kanagawa ken gaikoku seki jûmin seikatsu jittai chôsa hôkokusho », Groupe de recherche sur les politiques d'internationalisation des autorités locales de Kanagawa, 2001, 396 p.
13. Nous empruntons à Nina Glick Schiller, Christina Blanc-Szanton et Linda Basch leur définition du transnationalisme dans *Nations Unbound : Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nation-States*, New York, Routledge, 1993.
14. *Zhongwen daobao*, n° 537, 1^{er} octobre 2004, p. 8.
15. Tajima Junko, « Transnational space no shisou – chuugokukei yijuusha to teichaku no puroseshu wo chuushin ni » (La notion d'espace transnational – le processus d'immigration et d'enracinement des Chinois) in Tajima Junko (éd.), *Toushiteki Sekai, Community, Ethnicity*, Tokyo, Akashi, 2003.
16. Entretien réalisé à Tokyo, août 2004.
17. Nous entendons « expatrié » dans le sens où Aihwa Ong utilise le terme « expatriate » en anglais. Il ne s'agit pas ici des employés envoyés à l'étranger par leur entreprise ou leur administration. « Expatrié » renvoie à la fois aux travailleurs hautement qualifiés (cadres, ingénieurs, chercheurs), mais aussi à des résidents qui ne travaillent pas mais qui, comme les précédents, ont un statut socio-économique privilégié (par exemple certains époux/épouses de Japonais[es]). Voir Aihwa Ong, « Urban Assemblages : An Ecological Sense of the Knowledge Economy », in Françoise Mengin (dir.), *Cyber China : Reshaping Identities in the Age of Information*, New York, Palgrave, 2004, pp. 237-253.
18. Voir à ce sujet l'enquête de Kanagawa citée ci-dessus, ainsi qu'une enquête réalisée à Tokyo en 1997 : « Tôkyô-do zaijû gaikokujinn seikatsu jittai chôsa », Tôkyô-do Seikatsu Bunka Kyoku.
19. Voir Kamel Dorai, Marie-Antoinette Hily et Emmanuel Ma Mung, « La circulation migratoire », *Migrations Etudes*, n° 84, décembre 1998, pp. 1-12.
20. La notion de diaspora a fait l'objet de très nombreuses redéfinitions depuis une quinzaine d'années, cependant à l'instar de Michel Bruneau, nous considérons que, par opposition à la communauté transnationale, la diaspora se caractérise par la reterritorialisation des individus dans le lieu d'installation et ainsi par une coupure entre lieu d'origine et lieu d'installation, coupure qui ne se retrouve pas dans la communauté transnationale. Le lieu de résidence primant sur le lieu d'origine, le rapport au pays d'origine (réel ou imaginé) tourne souvent autour de l'idéalisation du retour. La distinction diaspora/communauté transnationale proposée par Bruneau peut être étendue au cas des expatriés tels que nous les avons définis. Michel Bruneau, « Pour une

approche de la territorialité dans la migration internationale : les notions de diaspora et de communauté transnationale », communication lors du colloque *Circulations et Territoires dans la migration internationale*, 16-18 mars 2005, Toulouse.

21. Aihwa Ong, *Flexible Citizenship. The cultural logics of Transnationality*, Duhran et Londres, Duke University Press, 1999.

22. Entretien réalisé à Tokyo le 3 février 2005.

23. Aihwa Ong, « Urban Assemblages : An Ecological Sense of the Knowledge Economy », *op. cit.*

24. Voir en particulier l'ouvrage de Yasemin Soysal, *Limits of Citizenship: Migrants and Postnational Membership in Europe*, Chicago, University of Chicago Press, 1994.

25. Alexandro Portes, Luis Eduardo Guarnizo, « Transnational communities », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 22, n° 2, mars 1999, pp. 217-477.

26. Christian Joppke, Ewa Morawska (dir.), *Toward Assimilation and Citizenship : Immigrants in Liberal Nation-States*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.

27. Tajima Junko, « Toransunashonaru sôsharu speisu no shisô » (L'Espace social transnational), in *Toshiteki seikai, comyuniti, esunishiti* (Monde urbain, communauté, ethnicité), 2003, pp. 47-79.

28. Voir à ce sujet Demetrios G. Papademetriou, « Policy considerations for immigrant integration », *Migration immigration source*, 1er octobre 2003, <http://www.migrationinformation.org/feature/display.cfm?ID=171>, ainsi que Jacqueline Costa-Lascoux, « Les échecs de l'intégration, un accroc au contrat social », in *Pouvoirs*, n° 111, 2004, pp. 19-28.

29. *Zhongwen daobao*, 16 septembre 2004.

30. Miyajima Takashi, « Immigration and the redefinition of "citizenship" in Japan : "one people-One nation" in Question » in T. K. Oommen, *Citizenship and national identity : from colonialism to globalism*, New Delhi, Sage, 1997.

31. Kajita Takamichi, « The challenge of incorporating foreigners in Japan : "Ethnic Japanese" and "Sociological Japanese" », in Weiner, Myron; Tadashi Hanami, *Temporary workers or future citizens: Japanese and US migraton policies*, Basingstoke, Macmillan, 1998.

32. Tsuda Takeyuki, *Strangers in the Ethnic Homeland. Japanese Brazilian Return Migration in Transnational Perspective*, New York, Columbia University Press, 2003, p. 48.

RÉSUMÉS

Au cours des deux dernières décennies, les étudiants chinois se sont massivement établis au Japon ; une immigration qui n'est pas sans rappeler celle du début du XXe siècle. Ce flux a donné lieu à la formation d'une communauté chinoise dont les membres sont très qualifiés et bien insérés économiquement. Ces nouveaux résidents chinois au Japon appartiennent aux professions intellectuelles. Leur mode de vie et les représentations qu'ils se font d'eux-mêmes les démarquent de l'immigration traditionnelle. Les concepts d'« entrepreneurs transnational » et d'« expatrié » sont ici mobilisés pour rendre compte des rapports qu'ils entretiennent avec le Japon et la Chine.